



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

réforme de l'assurance chômage

Question au Gouvernement n° 2057

Texte de la question

RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

M. le président. La parole est à Mme Dominique David.

Mme Dominique David. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, vendredi dernier, les ministres européens des finances se sont entendus sur la création d'un instrument budgétaire pour la convergence et la compétitivité. Les annonces sont ambitieuses : création d'un budget de la zone euro ; renforcement du mécanisme européen de stabilité ; création d'un filet de sécurité en cas de crise.

Vous avez salué une percée : je crois que le mot est juste. Dans une Europe où les voix des extrêmes résonnent avec toujours plus de force, il fallait battre en brèche les résistances pour poser les bases d'un futur budget européen. C'est ce que vous avez fait. Ce nouveau mécanisme vise à améliorer la compétitivité des États et à rapprocher leurs systèmes économiques à travers de grandes réformes structurelles. Certains dénoncent une politique des petits pas : or c'est un symbole aussi fort que la création de l'Eurogroupe il y a vingt ans.

Il faut toutefois aller plus loin. On sait la défiance qui règne aujourd'hui entre les pays du nord et les pays du sud de l'Europe sur la question du sérieux budgétaire et des politiques communes. Pourtant, nous payons tous le prix fort de nos divisions, face à l'hostilité grandissante des grandes puissances mondiales et à leurs politiques commerciales agressives.

Comment sortir de ces oppositions ? Comment unir nos forces pour affronter les grands défis qui nous attendent, environnemental, économique, social ? Ne nous trompons pas de combat : le monde ne nous attendra pas ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Madame la députée, le Président de la République avait promis en 2017 que nous mettrions en place un budget pour la zone euro : eh bien nous aurons, effectivement, d'ici quelques mois, un budget de la zone euro. C'est la décision qui a été prise vendredi à cinq heures du matin par les dix-neuf États membres de la zone euro. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

C'est une nouvelle promesse tenue par cette majorité vis-à-vis des Français.

Cet accord prévoit également la mise en place de lignes de précaution, en cas de crise financière, et d'un filet de sécurité – le fameux *backstop* : 60 milliards d'euros pour protéger les dépôts des épargnants français en cas de

nouvelle crise financière. C'est une protection que l'Union européenne et la zone euro nous apportent.

M. Fabien Roussel. Et les paradis fiscaux au sein de l'Union européenne ?

M. Bruno Le Maire, ministre . Ce budget de la zone euro est-il suffisant ? Non. Toutefois, regardons d'où nous venons. Il y a deux ans, lorsque je me rendais à Berlin en tant que ministre des finances, je ne pouvais même pas prononcer les mots « budget de la zone euro ». (*« Oh ! » sur plusieurs bancs du groupe LR.*) Un an après, nous avons obtenu, avec la chancelière et le Président de la République, un accord franco-allemand de budget de la zone euro. Et, deux ans plus tard, la décision est prise : il y aura un budget de la zone euro. (*« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe LR.*) C'est une avancée majeure.

M. Pierre Cordier. Heureusement que vous êtes là !

M. Bruno Le Maire, ministre . C'est la preuve que l'Europe, portée par le Président de la République, avance. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. - Exclamations sur les bancs des groupes LR, GDR et FI.*)

Je souhaite maintenant que nous en profitions pour avancer dans deux directions. Il faut tout d'abord que ce budget ait des ressources nationales propres, pour qu'il soit à la hauteur de nos ambitions et permette d'investir dans l'innovation, la recherche et les programmes d'infrastructures.

M. Pierre Cordier. Demandez à Mme Loiseau de vous aider !

M. Thibault Bazin. Elle s'est écrasée en vol !

M. Bruno Le Maire, ministre . Ensuite, le mot solidarité ne doit pas être un gros mot dans la zone euro : ce budget doit avoir demain une dimension de solidarité, afin d'aider les pays les plus en difficulté lorsqu'ils font face à une crise économique. La compétition, oui, mais avec de la solidarité : c'est notre vision de l'Europe et c'est celle que nous construisons. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Dominique David](#)

Circonscription : Gironde (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2057

Rubrique : Chômage

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [19 juin 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 juin 2019](#)